



Coup d'Etat en cours au Burkina Faso : Déclaration de l'Association des Burkinabè du Limousin (ABLIM)

Le 16 septembre 2015, le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) a fait irruption au Conseil des Ministres et a pris en otage le Président du Faso Michel KAFANDO, le Premier Ministre Isaac ZIDA et des membres du gouvernement de la transition. Le 17 septembre 2015, le RSP annonce son coup d'Etat à la télévision nationale par la voix du Lieutenant-Colonel Mamadou Bamba.

Ce énième putsch, qui rappelle les coups d'État des années 1980 au Burkina Faso, met à mal les acquis démocratiques et politiques de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 qui a entraîné la chute de Blaise COMPAORE, de son Gouvernement et de l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, ce coup d'État est lourd en bilan humain et matériel : une vingtaine de morts par balles, des centaines de blessés, des dégâts matériels considérables.

Et comme de rien, la Communauté Économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) offre non seulement la liberté aux auteurs des tueries, mais foule au pied la démocratie et la souveraineté du Burkina Faso. En effet, le projet d'accord de la CEDEAO en date du 20 septembre propose aux populations martyrisées de pardonner et d'amnistier les responsables du coup d'État, autorise les personnes inéligibles à se présenter aux futures élections et limite considérablement le domaine d'intervention du pouvoir législatif de la transition (CNT).

L'Association des burkinabè du Limousin (ABLIM), qui regroupe les ressortissants burkinabè du Limousin, ne peut rester indifférent à cette situation et se refuse d'être complice de cette prise en otage de la démocratie. L'Association

- condamne le coup d'État en cours opéré par le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) ;
- félicite le peuple burkinabè pour son engagement immédiat et soutenu dans la lutte pour une démocratie véritable en sa faveur ;
- appelle les ressortissants burkinabè du Limousin, les amis du Burkina Faso et l'ensemble des démocrates et progressistes de la région Limousin et de France à se solidariser à la juste lutte des populations burkinabè ;
- tient pour responsable le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) et ses alliées de la dégradation du climat socio-politique au Burkina Faso et des crimes commis depuis la date du coup d'Etat,

Non au coup d'Etat militaire !

Non à l'intrusion des militaires dans la vie politique nationale !

Non à la guerre civile et la prise en otage du pays par le RSP !

Oui à un Burkina Faso de Démocratie et de Paix !